

## Des socialistes lucides

**Ce sont des socialistes lucides qui se sont retrouvés le samedi 8 décembre à Carhaix pour un conseil fédéral, programmé de longue date, consacré au bilan du quinquennat Hollande. Comment, en effet, pouvoir aller de l'avant sans avoir compris le passé ?**



*Nous sommes tournés vers l'avenir*

C'est donc quasiment jour pour jour, deux ans après que François Hollande ait annoncé ne pas se représenter à l'élection présidentielle, que les socialistes du Finistère ont tourné la page de cet épisode de la gauche au pouvoir.

Pour Yohann Nédélec, ce débat sur le quinquennat de François Hollande devait rapidement se tenir de manière à pouvoir, maintenant, engager d'autres chantiers. Il est en effet difficile de se projeter dans l'avenir sans avoir soldé les comptes du passé et surtout compris ce qui s'était passé de 2012 à 2017, entre la gauche et le président de la République et les Français.

Ce conseil fédéral a donné lieu à des débats apaisés. En effet, l'objectif n'était pas de pleurer sur le lait renversé mais bien de tirer des leçons, des réussites et des échecs. Car, comme le disait Albert Einstein : **« La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent ».**

**« On ne peut pas tout attendre de Paris »,** a rappelé le Premier secrétaire fédéral. **« L'actualité a retardé l'organisation de ce travail sur le bilan au plan national, mais nous avons voulu le mener dans le Finistère. »**

D'autant que la réflexion sur l'action de la gauche au pouvoir et

les conditions de la défaite ramènent, immanquablement, à l'actualité et à la manière dont le pouvoir répond aux revendications des gilets jaunes. **« Les Français ont toléré ou accepté une certaine forme d'arrogance, au début du quinquennat mais, après 18 mois, ils voient bien que ce sont les plus riches qui bénéficient de la politique fiscale du gouvernement »,** a souligné Forough Salami.

La présidente du conseil fédéral trouve, en outre, des similitudes entre la vague qui a porté Emmanuel Macron au pouvoir et celle des gilets jaunes. Ce ne sont pas les mêmes catégories sociales mais on y retrouve la même défiance vis-à-vis des partis ou des syndicats, le même refus du clivage gauche-droite et la même idée de créer un nouveau monde. **« Sauf qu'on a bien compris que le nouveau monde d'En marche, c'est l'ancien, sans les règles »,** a-t-elle résumé.

**« Nous avons des chantiers à mener et des échéances à préparer »,** a rappelé Yohann Nédélec faisant allusion aux élections européennes de 2019 et aux Municipales de 2020. **« Nous allons les préparer avec enthousiasme et détermination, en tenant compte des erreurs que nous avons pu commettre par le passé. »**

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 13/12/2018

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Bienvenue en France

L'augmentation des droits d'inscriptions pour les étudiants étrangers est un mauvais coup porté au rayonnement de la France dans le monde.

Comment croire que l'augmentation des frais d'inscriptions, qui passeraient de 170 à 2770 euros pour une licence, et de 243 à 3770 euros pour le master (soit une multiplication par 16!) puisse se traduire par l'arrivée de plus d'étudiants étrangers? Car c'est sous l'appellation **« Bienvenue en France »** que le gouvernement mène cette politique de sélection des étudiants étrangers.

**« L'accueil d'étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur est l'un des instruments de l'attractivité et de l'influence de la France dans le monde. Sélectionner par l'argent, selon les moyens des régions et pays d'origine, nous priverait à la fois de talents et de relais précieux »,** a rappelé Clotilde Valter, la secrétaire nationale du PS à l'Éducation.

L'accueil d'étudiants étrangers est un élément important du rayonnement d'une nation (*soft power*). Pour que la France reste une référence en matière d'enseignement supérieur, les droits d'inscriptions ne doivent pas augmenter pour les ressortissants d'États hors Union européenne.

# Des leçons pour l'avenir

Tirer les leçons du passé n'a de sens que si cela permet de mieux comprendre le présent et préparer l'avenir. C'est dans cet esprit qu'a travaillé le secrétaire fédéral au projet et au BREIS, Arnaud Platel. Le document qu'il a élaboré a été transmis aux sections afin qu'elles puissent engager, à leur tour, un débat (voir encadré).



Quel président veulent les Français ?

Il n'était pas possible de se contenter d'accorder des bons ou des mauvais points à telle ou telle mesure. La fondation Jean-Jaurès a déjà réalisé ce travail et il apparaît que le bilan est plus positif que certains veulent le faire croire. Il fallait prendre de la hauteur. C'est ce qu'a fait Arnaud Platel en replaçant la présidence de François Hollande dans son contexte historique, électoral et psychologique.

La gauche peut-elle diriger le pays dans le cadre des institutions de la V<sup>e</sup> République ? Ou, plus précisément,

peut-elle appliquer au pouvoir ce qu'elle promet dans l'opposition ? Jusqu'à quand le PS va-t-il inscrire l'élection des étrangers aux élections municipales dans ses programmes de campagne pour, une fois au pouvoir, ne pas l'appliquer ? Mais cette thèse a donné lieu à un débat institutionnel avec Jean-Jacques Urvoas. Pour l'ancien garde des sceaux, le cadre institutionnel n'empêche pas la gauche de gouverner (voir prochains numéros).

## « Il faut replacer le quinquennat de François Hollande dans son contexte. »

Comment la gauche arrive-t-elle au pouvoir ? Dans une liesse populaire, soutenue par des citoyens motivés, prêts à soutenir l'action de la majorité ? Ou alors, les victoires des candidats de gauche ne sont-elles, en réalité que des défaites des candidats de droite ? En 2012, les Français ont-ils voté pour François Hollande et son projet, ou contre Nicolas Sarkozy ? Ce dernier, ne l'oublions pas, avait prévu, s'il était élu, d'organiser dans la foulée deux référendum : l'un sur les étrangers et l'autre sur les chômeurs.

Enfin, dernière question qu'il faut aborder : qu'est-ce que les Français attendent d'un président ? Et comment, dans un contexte de bouleversements mondiaux, peut-il répondre à leurs attentes ?

Pour ce conseil fédéral, les socialistes finistériens ayant exercé une fonction proche du pouvoir ont été invités à donner leurs points de vue sur ces cinq années. Les ministres Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'État, (qui n'a pas pu être présente à Carhaix mais a fait parvenir un texte) et Jean-Jacques Urvoas, président de la commission des lois et garde des sceaux et le conseiller de François Hollande, Bernard Poignant ont apporté leurs points de vue (à lire dans les prochaines éditions).



Une matinée de réflexions

Ce conseil fédéral, qui s'est tenu à Carhaix, ne conclut pas la nécessaire réflexion sur l'exercice du pouvoir par la gauche. Mais il permet de passer à autre chose, d'aller de l'avant et surtout de démontrer que le Parti Socialiste est un parti adulte, capable, après une défaite, de débattre sereinement, de se remettre collectivement en cause sans glisser la poussière sous le tapis, pour préparer l'avenir.

## Notre bilan



Tous les socialistes doivent tirer leur bilan du quinquennat de François Hollande. Car il n'y aura pas de texte, de position officielle du PS expliquant ce qu'il faut retenir de notre action au gouvernement entre 2012 et 2017. D'ailleurs, le conseil fédéral qui s'est tenu à Carhaix le 8 décembre n'a pas donné lieu au vote d'un vœu ou d'une motion.

En effet, chacun peut se faire son propre bilan et, en plus, sa perception sera certainement amenée à évoluer en fonction des témoignages qui ne manqueront pas d'être publiés, mais aussi en fonction de la manière dont va se dérouler le quinquennat d'Emmanuel Macron. Selon l'adage « Quand je me regarde je me déssole, mais quand je me compare, je me console », l'image que les Français se font du quinquennat de François Hollande ne pourra que s'améliorer.

Claire Thomas et Jean-Yves Carn respectivement secrétaires des sections de Morlaix et de Guilers se sont fait les porte-paroles des adhérents de ces communes. « Pour les adhérents de la section, deux points reviennent nettement. Dans les aspects positifs apparaît massivement le mariage pour tous et dans les aspects négatifs, la loi travail », a résumé Jean-Yves. Le cumul des mandats, depuis si souvent annoncé, a certes été mis en place durant ce quinquennat, mais, trop frileusement, considèrent les adhérents de Guilers.

« À Morlaix, les adhérents ont dénoncé les comportements personnels et l'absence de cohésion au sein de la majorité », a rapporté Claire Thomas. « L'autorité n'a pas été suffisamment incarnée. Il est clairement ressorti des débats que nous avons eu, que l'absence de conditionnalité des aides aux entreprises avait été très mal ressentie par les adhérents et sympathisants socialistes. »

La question du rôle qu'a joué le Parti Socialiste, au sein de la majorité, a également fait l'objet de nombreuses critiques de la part des adhérents.

# Cahiers de doléances

**Le mouvement des gilets jaunes a laissé apparaître un immense besoin de dialogue au sein de la société. La hausse du prix des carburants a déclenché le conflit. Mais, cette augmentation, sous couvert de transition énergétique, n'est que la partie émergée de l'iceberg.**

Les élu.es socialistes, en ouvrant leurs mairies, à Quimperlé, Riec-sur-Bélon, Clohars-Carnoët ou au Relecq-Kerhuon, ou en allant à la rencontre de délégations de gilets jaunes ont bien ressenti ce besoin d'exprimer un ras-le-bol et de revendiquer des mesures fortes en matière de justice fiscale et d'augmentation du pouvoir d'achat.

Tous les élu.es sont unanimes : ces rencontres se sont déroulées dans un climat serein et apaisé, loin de l'image d'« excités » que certains veulent accoler à ce mouvement.



B. Abiven : Un débat apaisé

L'ouverture des mairies correspondait à une véritable attente des Français, gilets jaunes ou pas. « **Les membres de la délégation que j'ai rencontré, ont, je crois, apprécié ce moment d'échange** », estime Bernadette Abiven, première adjointe au maire de Brest qui a reçu une délégation de gilets jaunes. Ce groupe de 17 personnes, 10 femmes et 7 hommes, faisait partie du groupe de gilets jaunes installé au rond-point de *Pen ar Ch'leuz*, à l'entrée de Brest. Pendant une heure, la discussion, a porté sur les difficultés de la vie quotidienne, en particulier pour les familles monoparentales.

À Quimperlé aussi, Michaël Quernez a rencontré une délégation du groupe qui occupe le rond-point de Kervidanou. « **Cette rencontre s'est déroulée à leur demande. J'y ai bien sûr répondu favorablement. Nous avons évoqué l'organisation des manifestations et la mise à disposition d'une salle** », explique le maire de Quimperlé. « **Sur le fond, j'ai ressenti, plutôt qu'un**

**ras-le-bol fiscal, une réelle demande de justice fiscale. Ici, les gilets jaunes ont bien conscience des inégalités territoriales et de l'importance des services publics.** »

« **À la mairie du Relecq-Kerhuon, plusieurs personnes sont passées samedi matin. Dès 9h00, elles ont déposé des contributions qu'elles avaient déjà écrites** », témoigne Johann Richard, adjoint au maire. « **Au cours des discussions qui se sont engagées nous avons perçu le ras-le-bol de citoyens qui n'arrivent plus à boucler leurs fins de mois comme cet homme qui travaille dans la restauration mais qui est obligé, en plus, de distribuer des prospectus pour s'en sortir.** »



J. Juloux : Entendre les doléances

Pour l'adjoint au maire du Relecq-Kerhuon : « **Plus profondément, on a senti une colère de la part de ceux qui se sentent stigmatisés parce qu'ils roulent avec de vieux diesel** ».

« **Aucun rond-point n'est occupé à Clohars-Carnoët et pourtant, sur près d'un quart des tableaux de bord des voitures de la commune, on peut voir un gilet jaune. Cette manière de montrer son soutien à ce mouvement, silencieusement, m'a poussé à ouvrir les portes de la mairie et à y recueillir les doléances de la population.** »

Que contiennent les *Cahiers de doléances* ? Déjà, dans la plupart des cas, les revendications sont écrites à l'avance. Il ne s'agit pas de « coups de gueule » spontanés mais bien de réflexions qu'il faut prendre le temps de lire et d'analyser afin d'y apporter des réponses.

La question du pouvoir d'achat et de la vie chère est au cœur des messages inscrits dans les *Cahiers de doléances*.

Mais, si la question du prix des carburants a été le déclencheur de

ce mouvement, bien d'autres enjeux apparaissent maintenant. « **Ici, deux personnes ont mis en avant les conditions de vie dans les EHPAD (Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes). Elles se font les porte-paroles de leurs parents et dénoncent le manque de personnel dans les établissements.** »

« **J'ai vu, dans les doléances, une grande défiance vis-à-vis de l'État appelé à réduire son train de vie** », constate Jacques Juloux, maire de Clohars-Carnoët. « **Il y a aussi une méconnaissance des rouages institutionnels et une très forte défiance vis-à-vis de l'État.** »

Sébastien Miossec, maire de Riec-sur-Bélon, ressent aussi cette attente d'un changement institutionnel. « **Pour ma part, je crois sincèrement qu'il faut refondre notre République. Pas pour sortir de la République, c'est un bien trop précieux. Mais pour la renouveler, l'aérer, lui redonner force et légitimité** », a-t-il écrit sur sa page Facebook. « **Le temps d'un président tout puissant issu du suffrage universel direct et duquel la majorité parlementaire est quasi automatiquement issue est révolu. L'hypercentralisme qu'on qualifie souvent de parisien et de technocratique est devenu un problème central. Il nuit à la lisibilité démocratique, qui est indispensable, et à l'efficacité de l'action publique.** »



S. Miossec : Pour une nouvelle République

Quelle que soit l'issue de ce mouvement, les élu.es socialistes doivent retrouver les moyens de renouer le dialogue, et pas seulement en période de crise. En ouvrant plus souvent les mairies ? En prolongeant le système des *Cahiers de doléances* ?

Lorsque le lien de confiance entre les citoyens et l'État est rompu c'est aux élus locaux qu'il revient de le retisser.

# Agenda

**15 décembre**

10h00 : Réunion de la Commission électorale au local de Châteaulin.

**26 janvier 2019**

10h00 : Conseil fédéral.

Cette année, Cap Finistère cessera de paraître à partir du vendredi 21 décembre.

Le numéro de la rentrée paraîtra le 11 janvier 2019.



Le secrétariat fédéral vous souhaite de joyeuses fêtes de fin d'année.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1251 - Vendredi 14 décembre 2018  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS

# Repenser le maintien de l'ordre

Guillaume Farde

**La journée du 8 décembre fera date dans l'histoire du Maintien de l'Ordre (MO) en France. Notre pays doit rapidement s'adapter, estime Guillaume Farde, maître de conférences à Sciences Po, chef du pôle sécurité intérieure du Think Tank l'Hétairie.**

**Cap Finistère : Quelle est la doctrine du Maintien de l'Ordre à la française ? Et est-elle fondamentalement différente de celle de nos voisins ?**

**Guillaume Farde :** Elle s'est forgée tout au long de la V<sup>e</sup> République. Cette doctrine a été théorisée avant les événements de mai 1968 puis n'a eu de cesse de s'adapter jusqu'à aujourd'hui. Deux principes clés se dégagent néanmoins. Premièrement, la mise à distance : le contact doit être minimal entre les forces de l'ordre et les manifestants. Deuxièmement, la gradation des moyens employés, proportionnellement à la violence constatée. La conjonction de ces deux principes est supposée éviter les blessures chez les manifestants comme chez les forces de l'ordre.

Elle est assez différente de la doctrine allemande, qui s'appuie sur des unités de MO plus mobiles, utilisées pour charger les foules, ce qui entraîne nécessairement plus de blessés. Ces unités dissuadent, cependant, davantage les foules et accélèrent leur dispersion.

Le choix de doctrine est politique. Celui de la France est de préserver l'intégrité physique des personnes.

**Cap Finistère : Quelles sont pour vous les mesures les plus urgentes à mettre en œuvre ?**

**Guillaume Farde :** Le ministère de l'Intérieur pourrait commencer sinon, par les plus urgentes, à tout le moins par les plus simples. Par exemple, la communication en amont et pendant les manifestations, pour délivrer des informations en continu tant aux manifestants qu'aux riverains et aux citoyens, me semble à la fois essentielle au regard des événements récents et matériellement assez faciles à organiser. Cette communication peut passer non seulement par la diffusion de messages sur les réseaux sociaux, mais aussi par le recours à des hauts parleurs puissants, voire à des panneaux de signalisation.

À moyen terme, nous préconisons dans la note publiée par l'Hétairie, de compenser l'inégalité territoriale qui existe entre Paris et les régions. Les événements récents montrent que dès que la plaque parisienne connaît des événements durs, elle y concentre toutes ses unités de forces mobiles laissant ainsi les préfets des

départements, notamment ruraux, dans l'impossibilité de sécuriser convenablement des manifestations. Nous préconisons donc à la fois d'augmenter les recrutements de CRS et de gendarmes mobiles et de former des policiers et des gendarmes, dans les territoires, au maintien de l'ordre public, pour disposer d'une force théorique d'appoint, immédiatement mobilisable.



**Cap Finistère : Un effort budgétaire pour le recrutement et l'équipement des forces de l'ordre vous paraît nécessaire ?**

**Guillaume Farde :** Absolument nécessaire ! La RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) menée par Nicolas Sarkozy a conduit à la suppression de 2000 postes de CRS et à la suppression de 15 escadrons de Gendarmerie mobile. Malgré la création de 22 pelotons de Gendarmerie mobile par Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, ces efforts de recrutement doivent être poursuivis.

Dès décembre 2017, j'avais, dans une note publiée par l'Hétairie, alerté le ministre de l'Intérieur sur le creusement des écarts entre les dépenses de personnels et les dépenses d'équipements. J'y soulignais, notamment, la vétusté de certains matériels. Aujourd'hui, nous engageons des Véhicules Blindés à Roues de la Gendarmerie (VBRG) qui ont 45 ans d'âge. De ce point de vue, la politique budgétaire de Gérard Collomb aura été un échec.

**Cap Finistère : Vous écarterez cette hypothèse, mais face à des casseurs qui ne cherchent que l'affrontement, l'interdiction de manifestation, comme pour les hooligans pendant des matchs de foot, ne constitue-t-elle pas une solution pour des individus déjà condamnés ?**

**Guillaume Farde :** Il faut distinguer l'interdiction de paraître qui est individuelle de l'interdiction de manifester qui est collective. Je n'ai aucune hostilité envers l'assignation à résidence d'individus connus pour des faits de violence dès lors qu'il s'agit de mesures judiciaires et non de mesures de police administrative. L'esprit de nos institutions commande que le juge judiciaire reste le garant des libertés individuelles. Quant à l'interdiction de manifester, si elle résulte d'une incapacité d'en assurer la sécurité, elle matérialise un échec, certainement pas des forces de l'ordre, mais bien de la démocratie. En démocratie, la liberté de manifester doit rester la règle et l'interdiction l'exception.